

Le lien de confiance est-il rompu?

Comme vous le savez déjà, le gouvernement est actuellement talonné quant à la tenue d'une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction. Face à son refus obstiné, la pression devient de plus en plus forte. En effet, en plus de l'opposition officielle et de la deuxième opposition à l'Assemblée nationale, l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ), l'Association des procureurs de la Couronne du Québec, la Fraternité des policiers de Montréal, l'Ordre des ingénieurs du Québec, les maires de Montréal et de Québec, la présidente de la CSN, le président de la FTQ et près de 80 % de la population se sont montrés favorables à ce que le gouvernement prenne ses responsabilités et tienne une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction.

Pourquoi ce refus et qu'implique-t-il concrètement? Ce refus semble incompréhensible et loin de moi l'idée de vouloir émettre de quelconques hypothèses. Cependant, il implique des conséquences considérables. Un gouvernement, par sa nature, est le principal représentant de ses citoyennes et citoyens. Si près de 80 % des citoyens réclament une commission d'enquête, qui sont ceux que le gouvernement représente? Le syndicat de la FTQ-Construction qui, lui aussi, s'est opposé à la tenue d'une telle enquête? Avec les manchettes dont il a fait l'objet dernièrement, de nombreux doutes se soulèvent...

Ce refus sous-tend donc un manque de représentativité et l'échec du premier devoir d'un élu, soit la représentation de ses citoyens. Cela fait, de plus, ombrage à l'ensemble de la classe politique et augmente le cynisme chez la population. D'où la question : le lien de confiance est-il rompu?

Cette commission d'enquête réclamée n'est pas une question de « partisanerie », mais bel et bien une question d'imputabilité. Si la valeur des contrats publics dépasse les milliards, il importe catégoriquement de savoir où va cet argent, à qui et, surtout, comment!

L'éthique n'est pas une affaire de partisanerie. C'est la moindre des choses à offrir à sa population!

De plus, j'invite tous ceux et toutes celles qui sont en faveur d'une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction à communiquer avec moi. Je vous remercie à l'avance.

Sur ce, je vous dis à la prochaine et je vous reviens avec d'autres nouvelles politiques d'ici peu.

René Gauvreau
Député de Groulx

